

NOTE DE TRANSMISSION/COMPTE-RENDU SOMMAIRE/RAPPORT

du Secrétariat

à la Convention

Objet : Contribution de MM. Roger Briesch, Göke Frerichs et de Mme Anne-Marie Sigmund , observateurs à la Convention

- « Deux articles pour le traité consitutionnel de l'Union européenne »

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de MM Roger Briesch, Göke Frerichs et de Mme Anne Marie Sigmund, observateurs à la Convention européenne.



Comité économique et social européen

I. Deux articles¹ pour le traité constitutionnel de l'Union européenne

**Contribution de
MM. Roger BRIESCH, Göke FRERICHS et de Mme Anne-Marie SIGMUND,
Observateurs du CESE à la Convention européenne**

Article 23

Les institutions consultatives

Le Comité économique et social européen et le Comité des régions sont les institutions consultatives de l'Union.

1. Le Comité économique et social européen

- a. Le Comité économique et social européen est constitué de représentants des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales, des consommateurs et de l'intérêt général.
- b. Le Comité assiste le Parlement européen, le Conseil de l'Union et la Commission européenne en particulier par la voie d'avis émis à leur demande ou de sa propre initiative. Il contribue à la vie démocratique de l'Union en promouvant la participation de la société civile et la formation du consensus.
- c. Les règles relatives à la composition du Comité, à la désignation de ses membres, à son fonctionnement et à ses compétences sont définies dans la deuxième partie du présent traité.

2. [Le Comité des régions]

¹

Les numéros des articles se réfèrent à l'avant-projet de Traité constitutionnel établi par le Præsidium de la Convention le 28 octobre 2002.

Article 34

La démocratie participative

1. Le dialogue civil

- a. Les institutions de l'Union assurent la transparence et mettent en œuvre des procédures d'information, d'audition et de consultation permettant aux organisations économiques, sociales, culturelles et civiques d'être impliqué dans le processus de formation et de mise en œuvre des politiques communautaires dans le cadre du dialogue civil.

~~a~~.b. Conformément à l'article 23 (1) du présent traité, le Comité économique et social européen garantit que l'Union entretient un dialogue permanent avec les organisations de la société civile.

2. [Le dialogue social]
